

10 novembre 1983 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Entretien de M. François Mitterrand, Président de la République, accordé à la télévision finlandaise, Paris, vendredi 10 novembre 1983.

QUESTION.- Monsieur le Président quel est à votre avis l'état actuel des relations entre la Finlande et la France et dans quelle direction selon vous ces relations devraient-elles être développées ?

- LE PRESIDENT.- Ces relations sont bonnes. Je connais votre pays, je m'y suis rendu à diverses reprises. Je le connais mais je le connais mal. Comment pourrait-on prétendre connaître un pays, un peuple comme cela ? Mais enfin, j'ai quelques images dans le regard et j'ai quelques amis finlandais.

- Au-cours d'une période récente, lors du voyage que je devais faire pour le Japon, j'avais eu le plaisir de rencontrer le président Koivisto à l'aéroport et j'ai engagé la conversation que nous avons reprise, il y a peu de temps, dans une instance internationale. Nos relations sont bonnes. Sont-elles actives ? Peu, mais cela ne provient pas d'un propos délibéré, d'une volonté de l'un ou de l'autre. Au contraire, les volontés semblent s'accorder pour développer ces relations, les approfondir, les multiplier, leur donner une base quantitative, une réalité qualitative supérieures à ce qu'elles sont.

- Votre question en comporte une deuxième. Dans quel sens développer ces relations ? Je vais en parler à votre Président puisqu'il vient me voir, ce dont je me réjouis. Il sera le bienvenu en France. La Finlande est un pays que nous respectons et je crois que nous serons très intéressés de connaître celui qui incarne votre peuple au plus haut niveau. C'est un voyage d'Etat à Etat, ce qui est très rare, je dois le dire, et ce qui signifie que, au-delà même de la courtoisie et de tout ce qui est parade officielle, il y a une volonté d'aborder un certain nombre de problèmes méthodiquement.

- Je crois qu'il faut développer nos relations économiques, développer nos échanges de tous ordres techniques et culturels. Je pense aussi que nous avons tout intérêt à parler ensemble des problèmes qui touchent à l'Europe et à la paix dans le monde. Votre opinion nous intéresse. J'espère que l'opinion de la France intéressera vos concitoyens.\

QUESTION.- Monsieur le Président. M. Koivisto est un social-démocrate finlandais. Vous, vous êtes un socialiste français. Certainement il y a des différences dans le domaine surtout de la politique économique entre ces deux socialismes différents. Est-ce qu'il existe des différences philosophiques entre le socialisme et la social-démocratie ?

- LE PRESIDENT.- Je ne le crois pas. Le socialisme comprend beaucoup de familles différentes. L'histoire nous a appris depuis plus d'un siècle, un siècle et demi que certains objectifs étaient communs à tous les socialistes ou bien ils ne sont pas socialistes.

- Je pourrais résumer ces objectifs bien que vous me posiez une question comme celle-là et que je n'aie pas la possibilité de développer toute une théorie. Mais enfin, je dirai tout simplement que d'un côté un socialiste doit toujours rechercher à délivrer l'homme de toutes les formes d'exploitation par l'homme. C'est donc une libération mais ceci dans un -cadre d'institutions et d'usages démocratiques. C'est-à-dire que le socialisme ne peut pas s'accomplir sans liberté, sans une définition précise et rigoureuse des droits et des devoirs dans une société libre, la démocratie politique, à laquelle un socialiste ajoute une dimension économique et une dimension sociale. Cela nous réunit et, je le répète, ceux qui renoncent soit à la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, soit au régime de liberté, des droits publics ne sont plus socialistes. Et ceux qui

l'homme, soit au régime de libertés, des droits publics ne sont plus socialistes. Et ceux qui s'arrêtent avant ne le sont pas encore. Voilà ce que je pense.

- A-partir de là, des nuances - si je puis dire et même peut-être beaucoup plus - apparaissent. Pas dans la définition des principes du droit. La déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui a vu le jour en France est reconnue comme une base sérieuse de démocratie politique, et vous avez votre propre tradition, qui est grande.\

` Suite réponse sur les différences entre socialisme et social-démocratie `

- Mais dans l'appréhension des problèmes économiques et sociaux se distinguent alors des formes de socialisme : intervention de l'Etat, dans quelle mesure ? Comment ? Comment faire que l'individu, le citoyen échappent à l'emprise excessive d'un pouvoir centralisateur ? Comment assurer la vie des travailleurs, leurs droits dans l'entreprise, etc... Quel peut-être le -rapport du secteur public et du secteur privé ? Il y a des écoles de pensées tout à fait différentes et c'est à partir de là qu'existent sans aucun doute des nuances fortes entre la social-démocratie des pays du Nord et le socialisme français.

- QUESTION.- Justement monsieur le Président, je voudrais vous demander : est-ce que le but des nationalisations de l'industrie française, est-ce que ce but a été atteint ?

- LE PRESIDENT.- C'est un moyen important lorsque dans un pays comme le nôtre - je parle de la France - en réalité dans un secteur donné toute véritable concurrence intérieure a cessé. Cela donne ou confère un monopole dangereux à des intérêts privés, à un pouvoir sur l'économie, les prix, les qualités, les quantités, les valeurs. Cela donne aussi un poids sur l'Etat. Cela est dangereux. Il ne faut pas généraliser le système.

- Mais là où c'est justifié il permet à l'Etat de disposer de l'instrument qui permet de conduire une politique économique. C'est ce que nous avons fait, nous en France, tout en limitant nos nationalisations à certains secteurs industriels, quelques grandes entreprises prenant la suite avec quelque retard de ce qui avait été fait du temps du général de Gaulle en 1945 et qui avait été commencé en 1936 à l'époque du Front populaire. Nous nous inscrivons donc dans une tradition historique. La nationalisation du crédit, des banques est un des aspects les plus importants. Les décisions que nous avons prises - je ne fais pas de propagande - nous l'avons fait pour nous. Le font qui veulent je n'ai pas à juger les autres. Je pense que cela a été une décision utile pour la société française.\

QUESTION.- Comme vous avez dit, monsieur le Président, vous allez discuter des problèmes en Europe. Dans votre politique étrangère, la balance, ce dont vous avez souvent parlé, la balance militaire en Europe, maintenant avec l'installation des euromissiles, cette balance va être peut-être redressée sur le -plan militaire. Mais les conséquences politiques, comment les voyez-vous ? Est-ce qu'il y a maintenant danger qu'il n'y aura plus de retour vers la détente ?

- LE PRESIDENT.- J'espère que non. Mais je reprendrai un peu votre question en la complétant. Ce n'est pas avec l'éventuelle installation des Pershing et des missiles de croisière qu'aura commencé la série des euromissiles. Les euromissiles sont déjà installés en Europe avec les SS 20 en très grand nombre : 250 peut-être en Europe, sur un total de 360, et de plus à trois têtes. Il faut donc multiplier par trois le nombre de fusées. Le facteur du déséquilibre actuel est là. Il n'est pas dans des armes futures, il est dans les armes existantes.

- Qu'on ait pu trouver des solutions plus utiles que celles qui peuvent être prises dans quelques jours, je le crois. Et je me déssole, que depuis 1979, la négociation n'ait pratiquement pas avancé. J'ai plusieurs fois défendu cette idée de l'équilibre. Si une seule nation est nettement plus puissante que les autres sur le -plan militaire, c'est un danger pour la paix. Il faut donc préserver autant qu'il est possible la capacité des uns et des autres. Je n'en demande pas davantage et voudrais bien que s'arrête cette course au surarmement.

- Contrairement à ce que l'on me fait dire, j'ai toujours répété qu'il fallait rechercher le point d'équilibre le plus bas possible et non pas le plus haut possible. Je ne demande pas qu'on en rajoute, je voudrais bien qu'on diminue ce qui existe. Mais enfin à Genève, ce sont les Russes et les Américains qui discutent. J'espère qu'ils auront la sagesse nécessaire.

- QUESTION.- Vous n'avez pas peur de la riposte politique dont maintenant menace Moscou ?

- LE PRESIDENT.- A-partir du moment où on est dans un engrenage de ce genre - mais pas

depuis hier, depuis bien longtemps - on ne sait plus trop qui a commencé et qui est responsable. Donc on peut toujours naturellement menacer pour demain. En vérité depuis la fin de la dernière guerre mondiale, cela a été une escalade constante. Il faudra bien que cela s'arrête à un moment donné mais cela ne peut pas s'arrêter arbitrairement à n'importe quel moment dans un -état de déséquilibre. Il faut d'abord que les gens de bonne volonté, responsables politiques, recherchent ce point d'équilibre qui n'est pas atteint actuellement et disent "eh bien, arrêtons là" ! En tout cas, la France est dans cette disposition d'esprit.\

QUESTION.- Monsieur le Président vous vous êtes exprimé très fermement contre le possible découplage entre l'Europe occidentale et les Etats-Unis. Pensez-vous qu'il soit possible d'éviter ce découplage compte tenu du manque de confiance entre les gouvernements européens et Washington ?

- LE PRESIDENT.- Je ne veux pas parler pour les autres. La France n'a pas pris part à la décision elle-même engagée par le commandement militaire intégré de l'OTAN auquel la France n'appartient pas. Maintenant chacun des pays visés, soit par l'installation des fusées `Pershing`, soit par l'installation des missiles de croisière se trouvent devant sa décision. C'est un problème de souveraineté. Je n'ai pas à m'exprimer autrement qu'en rappelant aux pays amis que l'équilibre en Europe est une chose très importante et que, d'autre part, l'Europe, dans sa division présente, n'est pas en mesure de vivre sa vie toute seule et qu'il lui faut dans le -cadre de son alliance `Alliance atlantique` disposer du contrepoids américain. Bien entendu, je n'en fais pas un principe éternel mais c'est une réalité du moment et mon rôle est de me préoccuper des réalités du moment.

- Merci de vouloir me poser des questions à l'usage du peuple finlandais car j'en profiterai aussitôt pour dire à ce peuple combien je suis heureux de recevoir à Paris la visite de son Président. Je voudrais, en même temps, que l'on entende de ma bouche les voeux que je forme pour les Finlandais partout où ils se trouvent et pour l'avenir de leur pays. Voilà ce que je voulais dire en tout cas, indépendamment des aspects politiques.\